

Jour de séance 6

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Deuxième session, 55^e législature
le vendredi 10 décembre 2004

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie (*préavis au président*)
Présentation d'invités
Messages de félicitations
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés
Questions orales
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

FEUILLETON ET AVIS **ORDRE DU JOUR**

DEUXIÈME LECTURE

- 11, *Loi concernant les communautés rurales*. L'hon. M^{me} Fowlie.
- 12, *Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur les droits de la personne*.
L'hon. M^{me} Blaney.
- 13, *Loi modifiant la Loi sur l'aide aux municipalités*. L'hon. M. Volpé.
- 14, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation*. L'hon. M. Volpé.

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

Reprise du débat sur la motion portant sur une adresse en réponse
au discours du trône.

Débat ajourné par M. Carr.

Reprise du débat le vendredi 10 décembre 2004.

COMITÉ PLÉNIER

- 2, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur.*
- 3, *Loi modifiant la Loi sur les terres et forêts de la Couronne.*
- 4, *Loi modifiant la Loi sur le poisson et la faune.*
- 5, *Loi sur l'Imprimeur de la Reine.*
- 6, *Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire.*
- 7, *Loi modifiant la Loi électorale.*
- 8, *Loi modifiant la Loi sur la Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme.*
- 9, *Loi modifiant la Loi sur les services à la famille.*
- 10, *Loi sur le curateur public.*

AVIS DE MOTIONS

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Motion 20 — **L'hon. M. Volpé**, appuyé par l'hon. M. Lord, proposera, le jeudi 16 décembre 2004, que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement pour le compte de capital.

MOTIONS ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Selon l'alternance prévue au paragraphe 44(2.4), au paragraphe 44(2.5) et au paragraphe 44(2.6) du Règlement]

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 1 — **M. Graham**, appuyé par M. Doucet, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, la résolution suivante :

attendu que le directeur général d'Énergie NB a signalé que des hausses de tarifs supérieures à 3 % sont imminentes ;

attendu que NS Power a demandé des hausses de tarifs de 13 % ;

attendu que le morcellement d'Énergie NB coûte à la clientèle du Nouveau-Brunswick des millions de dollars en coûts administratifs additionnels ;

attendu que le gouvernement a mal conduit les négociations sur l'Orimulsion, ce qui entraîne, pour la clientèle du Nouveau-Brunswick, des coûts s'élevant à des centaines de millions de dollars ;

attendu que le gouvernement a retiré les objectifs en matière de politique d'intérêt public de sa nouvelle *Loi sur l'électricité* ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative dénonce le fait que le gouvernement ne protège pas les intérêts des gens du Nouveau-Brunswick quant à la stabilité des prix et à la continuité de l'approvisionnement en énergie électrique.

Motion 3 — M. MacDonald, appuyé par M. Malley, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, la résolution suivante :

attendu que l'industrie forestière contribue grandement à l'économie de la province ;
attendu que l'industrie contribue grandement à l'emploi et à l'activité économique dans de nombreuses collectivités locales ;
attendu que l'opposition officielle est hostile aux mesures visant à alléger certains des fardeaux que supporte l'importante industrie en question ;
attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick travaille ardemment avec les parties prenantes de l'industrie pour soutenir et renforcer ce secteur de l'économie ;
qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre appuie l'intention du gouvernement de fixer des objectifs quantifiables d'approvisionnement en bois, comme l'a recommandé le Comité spécial de l'approvisionnement en bois, de présenter un plan solide pour l'approvisionnement en bois et de fournir un financement durable pour la sylviculture, afin d'atteindre les objectifs des plans quinquennaux d'aménagement forestier.

Motion 19 — M. Williams, appuyé par M. C. LeBlanc, proposera, le jeudi 16 décembre 2004, la résolution suivante :

attendu que la gouverneure générale du Canada a promulgué le 10 décembre 2003 une proclamation royale désignant le 28 juillet comme Journée commémorative du Grand Dérangement ;
attendu que l'Acadie célèbre en 2004 le 400^e anniversaire de sa fondation ;
attendu que l'Acadie commémorera en 2005 le 250^e anniversaire du Grand Dérangement ;
attendu que le peuple acadien a contribué depuis 400 ans à la vitalité économique, culturelle et sociale du Nouveau-Brunswick et du Canada ;
attendu qu'il est de l'intérêt de tous les Néo-Brunswickois et Néo-Brunswickoises de mieux connaître la richesse du patrimoine historique et culturel des Acadiens et Acadiennes ;
attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a appuyé les efforts qui ont mené à la promulgation de la proclamation royale ;
qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative reconnaisse les épreuves et souffrances subies par les Acadiens et Acadiennes lors du Grand Dérangement ainsi que l'importance que revêtent ces événements dans l'histoire du Nouveau-Brunswick et de l'ensemble du Canada ; et que l'Assemblée législative souligne de plus la détermination des Acadiens et Acadiennes à se forger un meilleur avenir.

Motions portant dépôt de documents

***[Dans l'ordre de leur présentation
à la Chambre.]***

Motion 2 — M. Graham, appuyé par M. Murphy, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les courriels et la correspondance échangés entre le ministère des Services familiaux et communautaires, le ministère de la Justice, le ministère de l'Éducation, le ministère de la Sécurité publique et le Cabinet du premier ministre relativement à la création du Bureau du défenseur des enfants et de la

jeunesse, notamment la portée, le mandat, les limitations et les exclusions, à compter d'avril 2004.

(Documents demandés déposés le 9 décembre 2004.)

Motion 4 — M. Allaby, appuyé par M. Lamrock, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie des comptes rendus déposés par les assureurs auprès du surintendant des assurances en application des exigences du paragraphe 79(1) de la *Loi sur les assurances* pour l'année civile 2003.

Motion 5 — M. Arseneault, appuyé par M. R. Boudreau, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les courriels, la correspondance et les procès-verbaux de réunions échangés entre le ministère des Relations intergouvernementales et internationales, le Cabinet du premier ministre et tout autre ministère et le gouvernement du Québec portant sur les discussions, la correspondance ou les négociations entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et celui du Québec à propos de l'amélioration de la mobilité de la main-d'oeuvre entre le Nouveau-Brunswick et le Québec.

(Documents demandés déposés le 9 décembre 2004.)

Motion 6 — M. Arseneault, appuyé par M. R. Boudreau, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie des carnets de route de l'avion du gouvernement, du 1^{er} janvier 2004 au 30 juin 2004, et une ventilation des dépenses découlant de l'utilisation continue de l'avion du gouvernement, du 1^{er} janvier 2004 au 1^{er} décembre 2004.

Motion 7 — M. Arseneault, appuyé par M. R. Boudreau, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le nom et la rémunération des personnes qui, depuis le 10 juin 2003, ont travaillé à temps plein, à temps partiel ou à forfait pour un conseil, un office ou une commission du gouvernement ou y ont été nommées.

Motion 8 — M. MacIntyre, appuyé par M. A. LeBlanc, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les courriels et la correspondance relativement à toute initiative du ministère des Services familiaux et communautaires visant à couvrir les aiguilles et les bâtonnets diagnostiques des diabétiques à faible revenu mais non dépendants de l'aide sociale, qui sont admissibles à des soins de santé par l'intermédiaire du ministère des Services familiaux et communautaires, depuis juin 1999.

Motion 9 — M. Jamieson, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le jeudi 9 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les courriels et la correspondance échangés entre le ministère de la Santé et du Mieux-être et le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux relativement aux analyses de sol et de sédiments effectuées dans la région de Belledune, notamment les analyses de sol et de sédiments visant le plomb, l'arsenic et le cadmium, ainsi que les résultats de ces analyses, depuis juin 1999.

Motion 10 — M. Lamrock, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le jeudi 16 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les demandes de financement provisoire, d'emprunts à court terme, d'avances de fonds et d'autorisation d'emprunter des fonds qu'une régie régionale de la santé a présentées au ministère des Finances ou au ministère de la Santé et du Mieux-être depuis le 31 mars 2004.

Motion 11 — M. Lamrock, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le jeudi 16 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les mises à jour financières et les états financiers que toute régie régionale de la santé a fournis au ministère des Finances ou au ministère de la Santé et du Mieux-être depuis le 31 mars 2004.

Motion 12 — M. Lamrock, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 16 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les factures, les marchés, les lettres d'engagement et les paiements liés à la formation sur les relations avec les médias, à la formation en art oratoire ou à des services semblables fournis par une source privée aux ministres et aux chefs de cabinet des ministres depuis le 31 mars 2004.

Motion 13 — M. Lamrock, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 16 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les baux et la correspondance ayant trait aux travaux de rénovation et au coût des travaux de rénovation effectués au bâtiment qui abrite le bureau de Campbellton du ministère des Services familiaux et communautaires, au 7^e étage, 157, rue Water.

Motion 14 — M. Murphy, appuyé par M. Burke, proposera, le jeudi 16 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports relativement à la directive sur les unités économiques au Nouveau-Brunswick.

Motion 15 — M. Targett, appuyé par M. S. Graham, proposera, le jeudi 16 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, la correspondance, les courriels et les rapports ayant trait au fonds de pension du personnel de la St. Anne-Nackawic Pulp Company échangés avec les ministères, notamment le ministère de la Formation et du Développement de l'emploi, le ministère des Ressources naturelles, Entreprises Nouveau-Brunswick, le ministère des Finances, le ministère de la Justice et le Cabinet du premier ministre depuis juin 1999.

Motion 16 — M. S. Graham, appuyé par M. Jamieson, proposera, le jeudi 16 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les détails complets de l'entente conclue avec la brasserie Molson, notamment l'analyse coûts-avantages, la recherche sur les répercussions possibles de la subvention sur les brasseries locales et le montant total des frais de service auxquels Alcool NB renoncera en vertu de cette entente.

Motion 17 — M. S. Graham, appuyé par M. MacIntyre, proposera, le jeudi 16 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les montants globaux des frais de service appliqués par Alcool NB aux produits Molson par gamme de produits pour l'année financière 2003-2004.

Motion 18 — M. S. Graham, appuyé par M. A. LeBlanc, proposera, le jeudi 16 décembre 2004, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance entre le Conseil exécutif de la province du Nouveau-Brunswick et le Conseil exécutif de la province de Québec relativement au commerce interprovincial de la bière depuis le 1er janvier 2004.

PÉTITIONS

- 1, M. Armstrong — présentée le 3 décembre 2004.
- 2, M. Ouellette — présentée le 3 décembre 2004.
- 3, M. A. LeBlanc — présentée le 3 décembre 2004.
- 4, M. Sherwood — présentée le 8 décembre 2004.
- 5, M. Paulin — présentée le 8 décembre 2004.
- 6, M. Betts — présentée le 9 décembre 2004.
- 7, M. Paulin — présentée le 9 décembre 2004.
- 8, M. Doucet — présentée le 9 décembre 2004.

RAPPORTS/DOCUMENTS

DÉPÔT AU BUREAU DU GREFFIER

Rapport annuel 2003-2004, Tourisme et Parcs
(déposé le 9 décembre 2004.)

RÉUNION DE COMITÉS

Le Comité permanent des comptes publics se réunira le mardi 14 décembre 2004 à 10 heures dans la Chambre de l'Assemblée législative.

Le Comité permanent des corporations de la Couronne se réunira le mardi 14 décembre 2004 à 10 heures dans la Chambre de l'Assemblée législative.

Loredana Catalli Sonier,
greffière de l'Assemblée législative